

La démission du directeur Pierre Krähenbühl aggrave la crise de l'agence pour les réfugiés palestiniens

# L'AGENCE TOUS RISQUES

« THIERRY JACOLET

**Proche-Orient** » Les situations de crise, c'est le pain quotidien de l'UNRWA. Que ce soient la gestion de 5,5 millions de réfugiés palestiniens en Jordanie, au Liban, en Syrie, dans la bande de Gaza et en Cisjordanie ou les tensions avec son plus grand bailleur de fonds, les États-Unis, qui a coupé les vivres l'an passé.

C'est pourtant de l'intérieur qu'est venue la crise de trop, celle qui a poussé Pierre Krähenbühl, directeur de l'agence onusienne d'aide aux réfugiés palestiniens depuis 2014, à jeter l'éponge mercredi. Une enquête interne depuis le mois de juillet pour mauvaise gestion et abus d'autorité vise entre autres ce Genevois de 53 ans qui a abattu un travail énorme pour garantir le financement de l'agence. Sa démission servira-t-elle d'électrochoc pour relancer une agence dont l'existence même est remise en question?

## 1 Qui veut la peau de l'UNRWA?

L'agence traverse la pire crise depuis sa création en 1949. Si Israël l'a toujours eue dans le viseur, les attaques frontales sont venues des États-Unis avec l'arrivée de Donald Trump à la Maison-Blanche. « Trump a clairement voulu la couler en supprimant les 300 millions de dollars de contributions, soit le quart du budget de l'agence, en 2018 », observe Paul Grossrieder, ancien directeur du Comité international de la Croix-Rouge (CICR). « Comme le directeur Pierre Krähenbühl s'est démené pour sauver l'UNRWA, les États-Unis ont ensuite cherché à le faire tomber. »

Principal reproche: l'agence pérennise la transmission de père en fils du statut de réfugié. « Quatre générations dépendent déjà de son aide pour vivre, ce qui ne fait que rendre plus difficile la résolution du problème des réfugiés », prétend Efraim Inbar, président de l'Institut de Jérusalem pour la stratégie et la sécurité. « L'agence perpétue le conflit israélo-palestinien. Ses écoles encouragent par exemple la haine contre l'Etat juif. »

## 2 Est-elle une victime expiatoire?

« Ce n'est pas seulement l'UNRWA qui est visée, mais surtout la solution à deux États prévoyant la création d'un État palestinien à côté d'Israël », estime Jean-Paul Chagnollaud, président de l'Institut de recherche et d'études Méditerranée Moyen-Orient (iReMMO), think tank indépendant à Paris. « Avant l'administration Trump, il n'y a jamais eu cette volonté de dissoudre les questions majeures qui sont au cœur du conflit et qui doivent faire l'objet de négociations: les réfugiés, Jérusalem et l'État palestinien. »

Le président américain veut régler le statut des réfugiés à sa manière, en sabordant l'UNRWA. De même, l'annexion par Israël des territoires occupés (en tout ou en partie) per-



Fondée en 1949, l'UNRWA gère des écoles et fournit une aide vitale à des millions de réfugiés palestiniens en Jordanie, au Liban, en Syrie et dans les Territoires palestiniens. Keystone

mettrait de supprimer la question de l'État palestinien. Quant à Jérusalem, c'est dans les crous: Donald Trump l'a reconnu capitale d'Israël il y a deux ans.

## 3 Pourquoi la Suisse est-elle si critique?

Patrie du directeur de l'agence et siège de l'ONU, la Suisse ne se prive pas de dégommer l'UNRWA. C'est surtout son

ministre des Affaires étrangères, le conseiller fédéral Ignazio Cassis qui a sonné la charge: il la considère comme un obstacle à la paix au Proche-Orient. « Nous sommes à 100% derrière M. Cassis », appuie Joël Herzog, président de la section de Genève de l'Association Suisse-Israël. « Berne peut améliorer la situation avec des solutions adaptées à notre époque. »

Pour Paul Grossrieder, « c'est un changement de politique désastreux et contre-productif pour un pays à tradition humanitaire ». La Confédération, qui a versé 22,3 millions pour 2019, n'a-t-elle pas suspendu de nouvelles contributions en août, comme les Pays-Bas et la Belgique, en attendant le rapport d'enquête? Si Berne reconnaît que l'UNRWA joue

un rôle clé dans la stabilité du Proche-Orient, elle souhaite des réformes pour améliorer la gouvernance de l'organisation et l'utilisation efficace des fonds.

## 4 Pourquoi faut-il sauver l'UNRWA?

Les Israéliens sont catégoriques: « L'UNRWA doit être progressivement démantelée », estime le

professeur Efraim Inbar. Les alternatives? Joël Herzog imagine « soit une autre institution, soit dans le cadre d'un nouveau plan du Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés, soit avec les pays hôtes ».

L'institution n'en reste pas moins soutenue par la quasi-totalité de la communauté internationale qui n'a pas mis en cause sa légitimité. « Sinon, c'est la légitimité du rôle de l'ONU, une construction voulue par la communauté internationale, qui est aussi remise en question », prévient Jean-Paul Chagnollaud. Les pays continuent ainsi de soutenir financièrement l'organisation, même s'il y a un trou de 89 millions sur 1,2 milliard de dollars dans le budget 2019. « Nous profitons de la crise pour combler le déficit et mettons en place des mesures pour améliorer la gouvernance, la responsabilisation et les structures organisationnelles », relève Tamara Alrifai, porte-parole de l'agence qui offre des services essentiels dans l'éducation, la santé, le social et l'aide alimentaire.

« C'est une agence crédible qui fonctionne bien, même s'il y a toujours des réglages à faire, insiste Paul Grossrieder. Elle est indispensable pour la survie des Palestiniens et pour la paix dans la région. » Car la fin de ses activités mettrait les territoires sous forte pression. « Fermer des écoles à Gaza reviendrait à ouvrir des écoles pour le mouvement islamiste du Hamas, redoute Jean-Paul Chagnollaud. Il y aurait un regain de violence et un renforcement de la radicalité. »

## « ON VEUT DÉTRUIRE L'UNRWA »

Mis en cause par une enquête interne pour abus de pouvoir, Pierre Krähenbühl a accepté d'expliquer les raisons de sa démission de son poste de directeur de l'agence de l'ONU pour l'aide aux réfugiés palestiniens (UNRWA).

### Pourquoi votre position n'était-elle plus tenable?

**Pierre Krähenbühl:** A cause de la politisation extrême dont l'agence fait l'objet depuis deux ans. Cela a commencé par la coupe du financement américain de plus de 300 millions de dollars en 2018, puis des attaques qui se sont intensifiées sur un plan politique. Jamais une organisation humanitaire n'a subi un tel assaut. Nous avons affaire à une campagne systématique visant à détruire une organisation humanitaire créée par l'Assemblée générale de Nations Unies et avec elle, la légitimité des réfugiés de Palestine.

### Les attaques ont été plus personnelles par la suite...

Oui, au travers notamment de l'exploitation et de l'instrumentalisation d'une enquête interne de l'ONU. J'ai estimé que je devais agir et la démission doit servir de choc psychologique.

### Vous réfutez les allégations portées contre vous et d'autres responsables de l'UNRWA...

Oui, je les réfute avec la plus grande fermeté. Et j'ai reçu confirmation en début de semaine que l'enquête a établi qu'il n'y a eu ni corruption, ni fraude, ni mauvaise utilisation de fonds de donateurs. De plus, l'allégation infondée d'une relation privée avec l'une de mes collaboratrices a été écartée par l'enquête. Quand vous gérez une organisation de 30 000 personnes, vous allez faire des choix difficiles et parfois commettre des erreurs de gestion.

### Vous avez aussi pris des décisions qui fâchent...

Depuis 2015, mon équipe et moi avons économisé 500 millions de dollars par des actions de réforme et des économies sans précédent. Quand vous êtes dans une telle situation, vous devez agir avec une grande fermeté et il n'est pas possible de demander à chacun si il ou elle est d'accord. Il y a donc eu des tensions internes. C'est inévitable.

### Si les accusations sont infondées selon vous, comment expliquez-vous ces attaques?

Il y a des acteurs étatiques qui veulent la fin de l'UNRWA, Israël et les États-Unis en tête. Mettre un terme au travail de l'agence serait mettre fin à un symbole fort d'engagement humanitaire en faveur de 5,5 millions de réfugiés de Palestine dont le sort tragique reste suspendu à la non-résolution du conflit entre Israël et la Palestine. Je me suis engagé avec conviction et détermination pour défendre leurs droits. Cela a dérangé et irrité dans certains cercles.

### Jusqu'en Suisse. Comment avez-vous encaissé les charges du conseiller fédéral Ignazio Cassis contre l'agence?

Les vues d'Ignazio Cassis sur l'UNRWA n'entreront pas dans le livre d'or de l'histoire de la région. Comme citoyen suisse je m'attends à une politique extérieure plus courageuse basée sur l'aide à la résolution des conflits de la région, plutôt qu'à des attaques contre une organisation humanitaire... » TJ

